

995 20. IX. 1938.

LEGAZIONE DI SVIZZERA
IN ITALIA

R.P. 28.

Rome, le 17 septembre 1938.

Monsieur le Conseiller fédéral,

En circulation.
19. 9. 38 G

Zürich
am 24. 9

J'ai été reçu ce matin au Palais Chigi par le Comte Ciano. Le Ministre des Affaires Etrangères, qui était en uniforme de Général de la milice, était sur le point de partir avec son beau-père pour Trieste où le Duce doit prononcer demain un discours dont tous les termes, dans le moment actuel, ont été apparemment calculés.

Je dois dire que le Comte Ciano, qui a été aussi cordial que d'habitude malgré certains rapports exagérés sur de prétendues vexations que subirait des Italiens dans le Tessin, (rapports artificiels qui, malheureusement, l'ont impressionné de même que le Chef du Gouvernement), ne porte aucunement les traces des veillées des derniers jours anxieux. Quant à la situation générale, le Comte Ciano m'a dit qu'évidemment on devait encore la considérer comme excessivement grave. "Le geste de M. Chamberlain, a-t-il dit, est loyal, courageux et beau, mais on est encore bien loin d'une détente. Certes, on peut considérer l'avenir, sinon avec de l'optimisme, du moins avec un peu plus de confiance dans le lendemain".

"La clé de la situation, a-t-il poursuivi, réside uniquement à Prague. Aujourd'hui, il n'y a plus d'autre solution pour la paix en Europe qu'une amputation dans le corps de la Tchécoslovaquie." Tout ce qu'on peut obtenir - cette indication est assez intéressante - est la narcose de l'internationalisation des plébiscites. "L'article du "Popolo d'Italia", "Lettera a Runciman", indique toute notre pensée. Un plébiscite ne suffit pas; il en faut une série. Nous demandons des plébiscites aussi pour la Hongrie et les Polo-

Monsieur le Conseiller fédéral G. M o t t a ,
Chef du Département politique fédéral,

B E R N E .

=====



LEGAZIONE DI SVIZZERA
IN ITALIA

- 2 -

nais; les Slovaques aussi doivent pouvoir dire ce qu'ils veulent".

J'attire votre attention sur ces dernières phrases que je mets en corrélation avec des démarches faites hier auprès du Comte Ciano par le Ministre de Hongrie et le Chargé d'Affaires de Pologne, représentants d'Etats qui, maintenant, sortent apparemment leurs "revendications". Or il n'est un mystère pour personne que des milieux nationalistes hongrois ont souhaité et espéré qu'une partie du moins des Slovaques désireraient revenir à la Couronne de St-Etienne.

J'ai demandé au Comte Ciano s'il croyait que Prague pouvait accepter cette solution. Il m'a répondu : "Les Tchèques doivent absolument accepter, sans cela c'est inévitablement la guerre". A ma question si, à supposer que les grandes Puissances occidentales puissent entrer dans ces vues, elles auraient la possibilité d'agir de la sorte sur Prague, le Comte Ciano s'est borné à dire que c'était là la seule alternative d'éviter un conflit, mais que dans cette interrogation précisément résidait un des graves inconnus du moment.

Je vous écrit séparément au sujet de notre conversation portant sur les affaires italo-suissees en cours.

Veillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'expression de mon respectueux dévouement.

